

10 avril 2015

Lutte contre l'austérité et contre les hydrocarbures Jours difficiles et lendemains incertains

La provocation (expulsions, injonction), l'infantilisation (les étudiants-enfants) et la violence policière appelée et cautionnée par le rectorat de l'UQAM et le gouvernement, comme une action-réaction, entraîne une bienvenue résistance acharnée de la pointe étudiante la plus militante quitte à se qu'elle se laisser aller à du défoulant vandalisme politiquement dommageable, mais non à de la violence, laquelle concerne uniquement les personnes. Quoique il faille admettre une intimidation marginale pour la plus grande satisfaction de la droite cherchant à excuser la réellement existante et constante violence policière et celle générée par l'austérité patronale.

Le gouvernement a fait son lit au sujet du droit de grève étudiant lequel existe de facto depuis un demi-siècle : il n'existe pas. Il est alors pour le moins indécent de contester les procédures de vote des assemblées générales des associations étudiantes tout en admettant que la démocratie est la chose la plus difficile au monde quand on a le pouvoir et qu'on risque de perdre un vote crucial et qu'on est tenté par des tactiques dilatoires. Même si le débat sur les méthodes de vote étant donné les nouveaux moyens électroniques est tout à fait pertinent¹, il revient aux assemblées étudiantes d'en décider, malgré d'évidentes imperfections sur le chemin du dur apprentissage, sans aucune ingérence de l'État ou du rectorat.

En attendant, la majorité des associations en grève, mais sans que s'en ajoutent, ont démocratiquement décidé de continuer la grève malgré la menace gouvernementale de perte de session pour cause de refus de financer son allongement. Reste que la fragilité des votes amène à considérer une pause pour à la fois limiter les dégâts, en autant qu'il devienne clair que l'escalade à court terme est en panne, et pour regrouper ses forces afin de se mobiliser en masse pour la marche action-climat puis pour le premier mai avec les syndicats de professeurs de cégeps dont au moins une dizaine on déjà décidé une grève de 24 heures. Et qui dit qu'une frange du secondaire, étudiants et professeurs, ne s'y joindrait pas? Il est vrai que le refus de la grande coalition « Refusons l'austérité » non seulement d'appeler à une grève de 24 heures mais même d'organiser la traditionnelle manifestation intersyndicale du premier mai est particulièrement chiant de capitulation. Il faut, pour l'instant, faire avec tout en dénonçant ces bureaucraties concertationnistes d'abord soucieuses de leurs privilèges de caste pétris de « paix sociale ».

On ne peut pas faire l'économie d'analyser les rapports de force du moment afin d'insérer la tactique dans la stratégie capable de vaincre. Le temps des victoires parcellaires étant révolu, battre l'austérité et les hydrocarbures dépasse la liste de revendications sans toutefois exclure ce relais indispensable. La tâche est de renverser le gouvernement Libéral sans lui substituer ceux du PQ ou de la CAQ... tout en secouant les puces électoralistes et populistes de Québec solidaire afin qu'il se positionne pour une indépendance d'émancipation sociale et de libération sociale pour le plein emploi écologique. Le passage obligé : une solide « grève sociale » toutes et tous ensemble.

Pendant que le défi de la base syndicale consiste à vaincre leur peur légitime des lois spéciales et des services essentiels qu'exploitent les bureaucraties syndicales pour paralyser les assemblées générales et pour isoler la militance, celui de la jeunesse étudiante est d'apprendre la « *lente impatience* » faite d'agitation, de propagande, de réseautage et de grèves/actions/manifestations d'avertissement pendant que le défi des organisations populaires est de se sevrer de la dépendance, et non pas du droit, au financement étatique. Il faut pour cela un travail acharné, organisé et concerté, de toute la militance, la conscience de la nécessité et la volonté de prendre le pouvoir par la rue, et un sens tactique aiguisé afin de saisir le moment propice créé par la dialectique mobilisation-répression.

1 Yves Gingras, [La démocratie étudiante à l'heure d'Internet](#), Le Devoir, 10/04/15)

Marc Bonhomme, 10 avril 2015
www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca